

Monsieur le directeur général,

Un agent sur trois en grève à la DGFIP. Des pointes à plus de 50%, des directions territoriales ou spécialisées extrêmement mobilisées. Pour la CGT, ce n'est pas une surprise, ce n'est que la conséquence du rejet de la politique actuellement menée à la DGFIP. Nous avons eu l'occasion de vous le dire à chaque réunion depuis des mois : nos collègues n'en peuvent plus de subir les restructurations, les suppressions d'emplois massives, les attaques sur leurs règles de gestions, sur leur statut, leur rémunération, d'être en plus présentés comme des « incapables » par leur ministère dès lors que la seule bonne idée est d'inventer un courriel pour les piéger. « *Vive la relation de confiance* » serait-on tenté de dire...

Un agent sur trois en grève à la DGFIP : c'est vous rappeler que le droit de grève est bien connu de nos collègues. Que peu importe les notes et circulaires : ils ont bien l'intention de lutter pour développer une autre conception du service public. C'est aussi porter une autre vision du dialogue social que celle du ministère. Le CTM d'hier en est le désastreux exemple. Désastreux. : 35 minutes de réunion pour ne rien répondre aux interrogations des représentants des personnels ! Pour juste nous relire et redire ce que les différents communiqués de presse nous annoncent. De ce point de vue, quand on voit l'ardeur des ministres à pratiquer le dialogue social, on a bien raison de lutter à la CGT contre les ordonnances loi travail dont on nous vante les bienfaits pour le dialogue entre les salariés et leurs patrons. L'exemple donné est proprement affligeant.

Un agent sur trois en grève à la DGFIP : c'est aussi et surtout un désaveu des choix faits pour notre administration. Pour mémoire, depuis sa création la DGFIP n'a pas connu autre chose que des suppressions d'emplois et des restructurations. Qui peut encore aujourd'hui l'accepter ? Qui peut croire aux belles paroles sur notre rôle alors même qu'une nouvelle fois en 2018 nous devrions subir la plus grosse part des suppressions d'emplois de la Fonction Publique d'État, alors que l'horizon tracé n'est que rétrécissement de notre réseau et restructurations... Nous ne pouvons nous contenter des propos convenus de ministre qui nous « aime », nous trouve « stratégique » et bien d'autres choses. Nous ne voulons pas de compliment : nous voulons des actes, des moyens, pour notre administration. Nous voulons que nos collègues qui connaissent leurs missions soient entendus pour les organiser !

De plus, qui peut aujourd'hui se satisfaire d'annonces toujours plus lénifiantes sur nos missions, quand dans le même temps le gouvernement annonce clairement les suppressions de missions, ou les privatisations avec CAP 22 ? Vous devriez d'ailleurs nous dire comment notre direction s'intégrera dans ce dispositif ? Puisqu'hier le ministre n'a pas réellement répondu à nos questions... Si ce n'est pour nous refaire le laïus habituel, celui que l'on entend depuis 10 ans sur ce type d'exercice : RGPP, revue des missions, MAP, etc.

Notre réalité est simple : **1600 suppressions d'emplois annoncées à la DGFIP... c'est autant que le chiffre de la fonction publique d'état.** Ce n'est pas le message de la DG sur Ulysse qui nous dit qu'on a pu éviter le pire pour cette année, et annonce clairement par la suite les suppressions qui nous convaincront. Au contraire, ce CTR et les sujets à l'ordre du jour nous prouvent que les logiques à l'œuvre (concentration des missions, d'éloignement de l'utilisateur) sont toujours bien l'alpha et l'oméga de la réflexion de la direction. Depuis nombre de CTR, nous vous expliquons que ces logiques ne sont pas bonnes pour notre administration. Vous, vous décidez de poursuivre au mépris de l'avis de nos collègues, de ceux qui vivent au jour le jour ces missions et les connaissent parfaitement.

Un agent sur trois en grève à la DGFIP : c'est le désaveu de la politique salariale de ce gouvernement. On la résumera à : « *vous êtes fonctionnaires, vous n'aurez rien en plus. Soyez bien content de ce que vous avez déjà !* »

De ce point de vue : **la hausse de la CSG est une formidable escroquerie gouvernementale !** Non content de grever notre pouvoir d'achat, elle contribuera à saper le financement de la protection sociale. Nous revendication est simple : l'augmentation du point d'indice, la pierre angulaire de notre statut.

Un agent sur trois en grève à la DGFIP : c'est malheureusement le rappel des carences de l'administration en termes de conditions de vie au travail. Aujourd'hui à la DGFIP, on vit mal au travail. On a perdu le sens de notre travail sous le coup des réformes permanentes, et de budgets toujours plus maigres. On ne sait rien nous annoncer d'autre !

Un agent sur trois en grève à la DGFIP : c'est donc un changement de cap obligatoire. Nous le revendiquons, nos collègues vous l'ont exprimé. A vous d'y répondre. C'est votre responsabilité.

Nous avons dès aujourd'hui des messages de nos collègues à vous faire passer. D'autant plus que l'attitude des ministres hier ne nous a pas permis d'y voir plus clair. Si ce n'est l'application de PPCR dans un calendrier modifié.

Dès lors M. le directeur général nous vous sommons de demander mandat aux ministres :

- Pour l'arrêt des suppressions d'emplois, Le ministre a souligné le caractère stratégique de nos missions ; on ne comprend donc pas la poursuite des suppressions d'emplois.
- Pour l'arrêt des restructurations prévues.
- Pour lancer un débat avec les élus locaux, les usagers, les représentants des personnels pour travailler à étendre notre réseau.
- Pour abandonner le projet de PAS en 2019, contenu de ses impacts fiscaux et du risque qu'il fait courir de fusion entre l'IR et la CSG
- Pour l'augmentation du point d'indice et abandonner le RIFSEEP à la DGFIP pour tous les agents
- Pour ouvrir des négociations sur un plan de qualification digne de ce nom
- Pour ouvrir des négociations sur le régime indemnitaire.
- Pour ouvrir des négociations pour l'amélioration des conditions de vie au travail et renforcer nos règles de gestion (non de les détricoter).

Nous ne souhaitons pas que l'arbitraire soit la règle pour tous les agents.

Voilà une première série de demandes simples. En fonction de vos réponses, nous reviendrons vers nos collègues et déciderons dans l'unité des suites à donner à la mobilisation du 10.

Public: [CTR](#)

- [A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank
